

# **Belgique : Toujours aucune solution gouvernementale pour les sans-papiers grévistes de la faim à Bruxelles**

samedi 10 juillet 2021, par [KARAOGLAN Ufuk](#) (Date de rédaction antérieure : 8 juillet 2021).

**Depuis le 23 mai , plus de 400 personnes sans papiers occupant quatre lieux (dont une église à Bruxelles et l'Université Libre de Bruxelles) ont entamé une grève de la faim pour sortir de trop longues années de clandestinité forcée, d'absence de droits et de protection, de violences et de surexploitation. Cette grève a suivi un mouvement d'occupations politiques débuté le 30 janvier, lancé par l'Union des sans-papiers pour la régularisation (USPR).**

Sommaire

- [« Les grévistes de la faim \(...\) »](#)
- [Un rapport de forces à constru](#)

L'état de santé des grévistes de la faim, déjà mis à l'épreuve par leur condition, s'aggrave de jour en jour : perte de poids allant jusqu'à 20-30 %, crises cardiaques et comas hypoglycémiques. Le désespoir dans lequel certainEs se retrouvent les ont poussés à des tentatives de suicide, voyant que rien ne bouge du côté du gouvernement malgré plus d'un mois de grève de la faim et plus de cinq moins d'occupations. Les soutiens et les soignantEs présents sur place témoignent de cette situation ingérable.



*Crédit Photo. DR*

## **« Les grévistes de la faim n'ont pas un droit au séjour »**

Le comité de soutien a également occupé de manière spontanée l'Office des Étrangers et le siège du Parti socialiste francophone. Le but était de mettre la pression sur les partis francophones qui sont actuellement dans la coalition Vivaldi, pour que ces derniers puissent mettre la régularisation sur la table du gouvernement fédéral De Croo (socialistes, écologistes et libéraux francophones et flamands, incluant également les chrétiens démocrates).

Le gouvernement fédéral n'a toujours pas l'intention de procéder à une nouvelle campagne de régularisation collective, et le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Sammy Mahdi dont les

compétences sont assez limitées, ne souhaite toujours pas dévier de l'accord gouvernemental, mis en place en 2020 et n'intégrant rien sur la régularisation collective. En ce qui concerne sa politique d'asile et migration, la coalition Vivaldi emmenée par le libéral De Croo avait opté pour ce qu'ils appellent « une solution ferme mais humaine » c'est-à-dire une politique d'expulsion.

Sur Twitter, Sammy Mahdi a ainsi expliqué : « Les grévistes de la faim n'ont pas un droit au séjour. La plupart d'entre eux ont reçu un ordre de quitter le territoire il y a des années. Ils ne l'ont pas fait, sont restés ici à travailler au noir pendant des années et réclament maintenant des papiers. Ce n'est pas parce que l'on ne respecte pas les règles pendant 5, 10 ou 20 ans qu'automatiquement on reçoit un droit de séjour. Sinon, on peut supprimer toutes les procédures de séjour. Et des procédures il y en a : asile, immigration étudiante, immigration pour travailler, regroupement familial, etc. Elles sont accompagnées de règles claires. »

## **Un rapport de forces à construire**

Le PS, après avoir rejeté une première proposition d'un parti libéral en opposition, a demandé il y a de cela une semaine la convocation d'une conférence interministérielle dans le but de trouver une solution - sans assumer ses propres responsabilités.

Alors que la situation devient critique pour la santé des personnes sans papiers, rien de concret ne semble arriver. Plusieurs comités de soutien ont été mis en place mais ne fonctionnent pas de manière coordonnée. Des académiques, universitaires, intellectuels, soignantEs... se sont exprimés dans la presse afin d'alerter le pouvoir sur la gravité de la situation.

Pourtant ce n'est pas comme si le gouvernement n'était au courant de rien. Après plus de 40 jours de grève de la faim, l'heure n'est plus à convaincre un gouvernement qui pratique la politique de l'autruche. La construction d'un rapport de forces par une lutte unitaire regroupant les citoyenEs (avec et sans papiers) des deux parties du pays (Flandre et Wallonie), les associations, les organisations politiques non gouvernementales, les universités et étudiantEs devient plus que nécessaire pour la régularisation de touTEs les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation.

**Ufuk Karaoglan**

---

**P.-S.**

- Hebdo L'Anticapitaliste - 576 (08/07/2021). Publié le Mardi 6 juillet 2021 à 18h13 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/toujours-aucune-solution-gouvernementale-pour-les-sans-papiers-grevistes-de>